

# Ouyahia reproche au gouvernement son discours «populiste»

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3614 - Dimanche 12 juillet 2015 - Prix:10 DA

Une bande spécialisée démantelée à Blida

### Ils s'adonnaient à la vente illicite de terrains agricoles du domaine public

Page 24



### Financement des micro-entreprises par l'Ansej

# La liste des projets rejetés s'allonge

Page 2

## Paix sociale ou assistantat ?

Par Nadjib Stambouli

**L**a rumeur persistante qui a circulé une semaine durant mais qui n'est plus rumeur puisqu'elle a été démentie par l'Ansej, agence de soutien à l'emploi des jeunes, est révélatrice de tout un état d'esprit régnant dans la tête de la jeunesse algérienne. Cette rumeur faisait état du gel du financement des micro-projets mais ce qui avait le plus injecté de la joie (finalement avortée par la douche écossaise du démenti) dans les cœurs des micro-entrepreneurs concernés, c'est cette histoire abracadabrante d'effacement de la dette de ces micro-entreprises. On peut dire «plus c'est gros, mieux ça passe...» mais le plus inquiétant, c'est que pour les bénéficiaires de crédits publics, une telle idée n'a rien de surprenant mais est inscrite dans le cours normal des choses, une évidence en quelque sorte, voire un droit. Ils semblent se dire «cet Etat qui m'a aidé pour lancer ma micro-entreprise n'a pas à se suffire du taux zéro intérêt, ni de l'accompagnement pour le lancement de la société, ni du déblocage avec célérité du crédit et des facilitations d'achat de matériel... Mais cet Etat doit continuer sur sa lancée et n'a pas à nous réclamer le remboursement du prêt» !!! Oui, cela semble absurde comme raisonnement et comme logique qui balaie d'un revers de main le principe basique et moralement incontournable, de rembourser un prêt au prêteur.

Suite en page 3

### Le M'zab enterre ses morts dans le calme

# Tragédie de Ghardaïa, un deuil et des questions



Les Ghardaouis ont enterré hier les quatorze victimes mozabites tuées dans les derniers affrontements. Un moment de calme et de tristesse qui laisse la voie à un grand point d'interrogation, pourquoi toute cette horreur au M'zab ?

Page 3

Ph > D. R.

La saleté gagne de plus en plus d'espaces en Algérie

## Les bacs à ordures débordent

Page 4

«La semaine d'art» à Bordj El Bahri

## Un évènement caritatif fait le bonheur des enfants

Page 13

Les préinscriptions universitaires débutent aujourd'hui

## Les nouveaux bacheliers à l'heure du choix

**LES PRÉINSCRIPTIONS** universitaires pour l'année 2015 débutent officiellement aujourd'hui pour les bacheliers ayant été reçus. Elles se font sur internet via le site du ministère de l'Enseignement supérieur. Le report qu'a connu la date de l'annonce des résultats du baccalauréat cette année et le retard du lancement des préinscriptions universitaires n'est plus inquiétant, vu que les résultats du bac ont été publiés jeudi dernier sur le site de l'Office national d'épreuves et des concours (Onec). Les préinscriptions universitaires pour cette année, comme l'avait indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar, débuteront juste après la publication des résultats du bac. Officiellement, les formalités d'inscription des nouveaux bacheliers débutent aujourd'hui par internet via le site du ministère de l'Enseignement supérieur [www.mesrs.dz](http://www.mesrs.dz). Les résultats qui devaient être rendus publics le 6 juillet ont été reportés au 9 du mois, en raison du retard dans la correction des examens. Le site de l'Onec a affiché les résultats jeudi soir, et le lendemain au niveau des établissements scolaires. Il est à rappeler que de nouvelles spécialités seront créées mais une révision a été également introduite pour ce qui concerne la réorientation de ces filières et la réintroduction des tronc communs dans plusieurs spécialités, comme l'a indiqué le ministre de l'Enseignement. Dans le but d'éclairer le chemin au nouveau bachelier et de l'aider à connaître le milieu universitaire, des portes ouvertes ont été organisées à l'intérieur des établissements universitaires à travers le territoire national pour informer les nouveaux bacheliers des spécialités disponibles et les orienter pour les aider à faire le bon choix. Les lauréats ayant reçu leurs relevés de notes, leurs attestations munies du guide du bachelier, la circulaire relative à la préinscription et à l'orientation des titulaires du baccalauréat au titre de la prochaine année universitaire peuvent débuter les procédures d'inscriptions en ligne à partir d'aujourd'hui jusqu'au 16 du mois de juillet. Pour remplir la fiche de vœux, le ministère a mis au service des lauréats du baccalauréat des sites d'inscription à l'instar de [www.orientation.esi.dz](http://www.orientation.esi.dz) et [www.mesrs.dz](http://www.mesrs.dz). La fiche de vœux devrait être confirmée du 20 au 21 du mois en cas de modifications. Un tri, selon la moyenne générale d'admission, sera effectué à partir du 28 juillet jusqu'au 30, pour déterminer les affectations. Les orientations seront publiées sur le site [www.orientation.esi.dz](http://www.orientation.esi.dz). Les bacheliers, qui ne seront pas satisfaits de leurs affectations auront la possibilité d'introduire un recours sur le même site internet. Le premier responsable du secteur de l'Enseignement avait rassuré que l'année prochaine, chaque étudiant aura une place pédagogique garantie.

Mohamed Mabkhout

## Situation économique du pays

# Ouyahia reproche au gouvernement son discours «populiste»

■ Pour le responsable du RND, «s'entêter à dire aux Algériens que tout va bien n'est pas la solution. De même qu'il n'est pas correct de miser sur l'effondrement de l'État avec le recul de la rente pétrolière».

Par Nacera C.

**A**hmed Ouyahia, ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence et Sg du RND depuis le 9 juin dernier affiche ses critiques par rapport au discours mené par le gouvernement Sellal concernant la situation économique du pays. Dans sa première sortie sur le terrain après son plébiscite à la tête du RND, Ouyahia dira devant les cadres de son parti dans le cadre d'une session du conseil de la wilaya d'Alger qu'il faut dire la vérité aux Algériens concernant la situation économique du pays. «Sans insulter personne, je pense que le moment est venu de dire la vérité au peuple algérien sur la situation économique du pays», a-t-il dit.

Pour le responsable du RND «s'entêter à dire aux Algériens que tout va bien n'est pas la solution. De même qu'il n'est pas correct de miser sur l'effondrement de l'État avec le recul de la rente pétrolière». A ce propos, il indiqua que les Algériens doivent savoir que «nous avons perdu 50% de nos recettes. Dans le même temps, le sens de l'effort



PH. S. Soraya / A.

et du travail a reculé». Et d'autre part : «la crise risque de durer. Elle est loin d'être conjoncturelle». Pour Ouyahia le discours du gouvernement concernant la situation économique du pays est «populiste» tout en comparant l'Exécutif actuel à celui des années 80, l'époque du défunt président Chadli Bendjedid. Ouyahia est revenu sur le dis-

cours adopté par le gouvernement de l'époque avant la crise de 86 : «avant la crise de 86, le premier responsable de l'Exécutif rassurait les Algériens sur la capacité du pays d'affronter la crise et d'anticiper» avant de balancer : «La suite on l'a connue» en allusion aux événements du 5 octobre 1988. D'après Ouyahia, les réserves de

change couvrent les besoins du pays pour les quatre ou cinq prochaines années mais mener des actions est une «obligation et une urgence». Ouyahia a également répondu à Louisa Hanoune, Sg du PT concernant ses attaques à ce qu'elle appelle «oligarchie». Pour le Sg du RND : «Les populistes sont aussi ceux qui refusent les mutations et l'implication des privés dans le développement du secteur économique en Algérie». «Certains parlent d'oligarchie. Moi je dis vive l'oligarchie algérienne», a-t-il lancé.

D'autre part, il expliqua dans une déclaration à TSA que son analyse adressée sur la situation économique du pays ne ciblait personne et surtout pas le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. «Non je n'ai pas critiqué Sellal».

Il est à rappeler que le gouvernement Sellal avait adopté un discours rassurant au début de la chute des prix du pétrole mais lors de sa récente rencontre avec les cadres de Sonatrach, le gouvernement a changé et s'est montré plus réaliste, puisque le Premier ministre avait qualifié la situation de «délicate». **N. C.**

## Financement des micro-entreprises par l'Ansej

### La liste des projets rejetés s'allonge

**E**n dépit du démenti de l'Ansej à propos du gel du financement des projets de micro-entreprises, la liste des projets admis dans ce dispositif rétrécit doucement mais sûrement sous prétexte d'inefficacité et de non création d'emplois. Mais il est évidemment encore tôt pour parler d'échec ou de reconnaître que le gel du financement s'effectue indirectement. Suite à des informations données par certains organes de presse, circulant depuis quelques jours au sujet du gel de financement des projets de jeunes et d'effacement des dettes de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), un démenti a été apporté par cette agence pour mettre fin à la rumeur. L'Ansej a en fait réfuté tout gel de financement des projets de jeunes désireux de monter des micro-entreprises et démenti l'effacement des dettes contractées dans le cadre de ce dispositif. Ces deux rumeurs ont pourtant circulé pendant quelques jours et ont été reçues avec joie pour ce qui concerne l'effacement des dettes des porteurs de projets. Cette nouvelle a été largement partagée sur les réseaux sociaux. Dans sa réaction l'agence Ansej ne laisse aucune place au doute et met fin à la rumeur.

«L'effacement des dettes induites par la création de micro-entreprises n'est pas à l'ordre du jour», a indiqué l'Ansej dans son communiqué, précisant qu'une telle démarche était «incompatible avec l'approche économique et l'esprit de l'entrepreneuriat». Les micro-entreprises en difficulté bénéficieront d'un «accompagnement spécial», a cependant soutenu l'organisme. Le contexte socio-économique actuel et la politique de rationalisation des dépenses publiques changent toutefois la donne pour ce qui est du financement des micro-entreprises notamment. Car même si l'Ansej dément le gel du financement des projets, il a déjà été déclaré depuis quelques mois et a concerné plusieurs types de projets. Il y a quelques mois, la direction centrale de l'Ansej avait décidé de ne plus octroyer de crédits aux projets qualifiés d'«inefficaces» économiquement. Ces projets ont concerné dans un premier temps certains créneaux, tels que «les transports publics, les compagnies de nettoyage, la location de voitures ou encore les lavage autos». Le gel a concerné dans une seconde phase les projets de création de sociétés dans le secteur de la plâsturgie, la boulangerie ou le



PH. D. R.

lavage de vêtements, qui ne seront plus financés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej). Il s'agit des projets qualifiés de «secondaires», selon les déclarations faites par certaines agences à la presse. L'Ansej justifie cette décision par le caractère inefficace de ces activités économiques, lesquelles génèrent très peu de

postes de travail. Ainsi, les jeunes entrepreneurs ont une liste de choix plus restreinte tandis que les autorités se retrouvent dans un nouveau contexte qui exige plus de rationalisation avec la baisse des prix du pétrole. Autrement dit, le gel du financement de crédits aux porteurs de projets se fait doucement mais sûrement. **Yasmine Ayadi**



Le M'zab enterre ses morts dans le calme

# Tragédie de Ghardaïa, un deuil et des questions

■ Les Ghardaouis ont enterré hier les quatorze victimes mozabites tuées dans les derniers affrontements. Un moment de calme et de tristesse qui laisse la voie à un grand point d'interrogation, pourquoi toute cette horreur au M'zab ?

PH/D. R.



Par Nacera Chennafi

Le calme qu'a connu ces 48h Ghardaïa après trois nuits meurtrières ne veut pas dire que la situation est réglée et que le M'zab va enfin retrouver la paix qu'il a perdu depuis maintenant plus de deux ans, car les vraies causes et les responsables de ce drame ne sont pas encore connus.

Les éléments de sûreté de Ghardaïa ont interpellé 30 individus, objet de mandats de justice, et saisi des objets utilisés lors des affrontements qu'a connus la région et qui ont fait plusieurs morts et blessés, a indiqué vendredi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. Dans ce cadre, les forces de sécurité, déployées dans la ville de Ghardaïa, à Guerrara et à Berriane ont intensifié leurs actions à travers un plan sécuritaire bien ficelé comprenant des points de contrôle fixes et des patrouilles mobiles pour l'arrestation des individus recherchés pour trouble à l'ordre public. Cependant, on se demande si ces individus sont les seuls responsables de la folie meurtrière qu'a connue Ghardaïa ? Et s'ils sont coupables, est-ce que leurs actes relèvent d'une partie et d'un plan établi d'avance et que sont les vrais objectifs ? S'agit-il vraiment d'un conflit entre lbadhites et Chaambites ? Toutes ces interrogations attendent des réponses car savoir le vrai responsable c'est pouvoir détecter les causes et choisir la bonne solution mais surtout couper les

racines de la fitna.

A cet effet, la Ligue de défense des droits de l'homme a appelé hier à la constitution d'une commission d'enquête indépendante afin que toute la lumière soit faite sur ce qui s'est passé dans la vallée du M'zab.

L'horreur qu'a connue Ghardaïa provoque une large inquiétude sur les conséquences de cette fitna sur tout le Sud algérien entouré des lignes rouges avec l'instabilité que connaît la région, notamment en Libye, en Tunisie et au Mali sans oublier l'infiltration de l'organisation de l'Etat islamique (Daech) dans les zones de turbulence ; d'ailleurs si le Président a décidé de soumettre la sécurité de Ghardaïa à l'ANP ce n'est pas une simple formalité.

Dans ce contexte, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a tenu ce week-end une réunion avec le Commandement et l'état-major de la 4<sup>e</sup> Région militaire.

Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités opérationnelles des unités de l'ANP et de les maintenir en «préparation permanente» pour faire face à toute menace ou danger guettant la sécurité et la souveraineté du pays. Gaïd Salah a consacré trois jours (les 09, 10 et 11 juillet 2015) pour une visite de travail et d'inspection à la 4<sup>e</sup> Région militaire à Ouargla. Au siège de la 4<sup>e</sup> Région militaire, le général de corps d'armée a présidé une réunion avec le Commandement et l'état-major

de la Région ainsi que les commandants des secteurs militaires et opérationnels, au début de laquelle le général-major Cherif Abderrazzak, commandant de la 4<sup>e</sup> Région militaire, a présenté un exposé global sur la situation de la Région et de ses unités déployées le long de nos frontières Est et Sud-est.

Le chef d'état-major de l'ANP a, à cet effet, «donné des orientations et des recommandations relatives, dans l'ensemble, à la nécessité de renforcer les capacités opérationnelles de nos unités et de les maintenir en préparation permanente, en toutes situations et circonstances, à faire face à toute menace ou danger guettant la sécurité et la souveraineté de notre pays, d'autant plus que le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire a mis à la disposition tous les moyens humains et matériels nécessaires», conclut le communiqué.

## Ouyahia évoque les thèses du complot et de la main étrangère

Dans une rencontre avec les militants du parti de la wilaya d'Alger, Ahmed Ouyahia évoque une thèse complot et de la main étrangère concernant le virage dangereux qu'a connu Ghardaïa, la semaine écoulée avec la perte de 22 personnes.

A l'occasion de sa première sortie sur le terrain après son retour à la tête de ce parti, il rejette la question «de conflit intercommunautaire», une thèse soutenue par certains pour expliquer ce qui se passe à

Ghardaïa depuis maintenant plus de deux ans. Pour Ouyahia, il y a deux thèses qui expliquent ce qui se passe à Ghardaïa. La première, il y a un «complot» et la seconde est «la main étrangère». Le Sg du RND va plus loin en indiquant que «ce qui se passe en Algérie n'est pas étranger aux complots menés contre la Syrie, l'Égypte, le Yémen et la Libye».

S'agissant de Kameleddine Fekhar présenté comme un militant des droits de l'homme et un ancien militant du FFS, arrêté jeudi dernier par les services de sécurité à Ghardaïa, Ouyahia le qualifie de «criminel». Ouyahia a aussi indiqué qu'il est du devoir de l'Etat d'assurer la sécurité et la stabilité mais aussi punir le groupe de malfaiteurs qui ont mené le pays à cette situation. Dans ce sillage, il a affirmé que «le moment est venu pour appliquer avec rigueur les décisions de justice» avant de reconnaître que «ce ne fut pas toujours le cas dans cette région».

D'autre part, il a défendu la gendarmerie et la police en affirmant qu'il n'y a eu aucun «laxisme ni défaillance de la part de ces deux corps de sécurité». «Plus de 6 000 gendarmes et policiers sont sur le terrain depuis le début des événements. Deux corps qui comptent plusieurs blessés. Cessez de les insulter», a-t-il ajouté.

En sa qualité de ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence, Ouyahia avait pris part à la réunion d'urgence tenue à la présidence mercredi dernier consacrée à Ghardaïa.

N. C.

## EDITO

## Paix sociale ou assistanat ?

Suite de la page une

Mais ce qui nous semble absurde ne l'est absolument pas dans l'esprit des jeunes et il suffit d'une petite discussion avec un petit groupe de bénéficiaires de micro-crédit pour être édifié sur l'ancre de cette absurdité, devenue normale, dans leurs esprits. Que l'Ansej ajoute à son démenti la judicieuse précision qu'une telle démarche d'effacement de la dette était «incompatible avec l'approche économique et l'esprit de l'entrepreneuriat», ils n'en ont cure. Rendre des comptes est un réflexe inconnu dans leur mentalité et quant à s'inquiéter d'éventuelles plaintes en justice, ils n'y pensent même pas... Pour la simple et évidente raison que personne parmi l'agence prêteuse ne les a mis en garde contre les risques judiciaires découlant du refus de rembourser, ou de l'utilisation de l'argent du crédit à des fins autres que celles dévolues au projet initial. Pour ce qui est du gel du financement, amplifié et gonflé par une presse à l'affût de la moindre intox pouvant alimenter la colère, avec émeutes si affinités, des masses juvéniles, il était clair que l'Agence de soutien à l'emploi des jeunes, n'ayant pas, du moins en principe, vocation caritative et n'étant pas en mission de bienfaisance, ne pouvait pas ad vitam aeternam financer des projets qui se sont avérés à l'expérience inutiles. Il y a eu non seulement pléthore, donc saturation de micro-sociétés du type transport ou lavage de voitures, mais de plus, elles ont été totalement détournées de leur intention première, celle de créer des emplois, ces sociétés, ou prétendues telles, ne dépassant que rarement le cap d'un seul employé, en l'occurrence le bénéficiaire du crédit. Ce serrage de vis n'est évidemment pas pour satisfaire les potentiels bénéficiaires de crédits, obligés de se réorienter vers des projets pour l'économie et pour l'emploi plus utiles, mais pour eux moins juteux. Mais, à bien regarder, est-ce de leur seule faute, si ces jeunes ne voient l'Etat que sous le versant protecteur de Mère Teresa ou de la vache laitière et s'ils ne conçoivent ces octrois de crédits que par le biais du droit, jamais par celui du devoir ? Il est évident que c'est toute la politique de l'Etat d'achat de la paix sociale qui est en cause. S'il est vrai et sans contester que ces prêts sans intérêt accordés à des dizaines de milliers de jeunes sans emploi, en calmant les esprits et en offrant des perspectives aux chômeurs a épargné à l'Algérie la triste sorte des pays ayant connu un «printemps arabe», le mal nommé, il n'est pas moins vrai que cette aide massive a induit une mentalité d'assisté en contradiction totale avec l'esprit d'entreprise et son vaticane, le sens du risque au moment d'investir. Quand on investit, c'est par nature une dynamique sans filet, et c'est tout le contraire qui a été inculqué par l'achat de la paix sociale, dans l'esprit de la jeunesse algérienne.

N. S.

La saleté gagne de plus en plus d'espaces en Algérie

# Les bacs à ordures débordent

■ Les quartiers d'Alger se dégradent de plus en plus. La scène où des gens jettent la poubelle par le balcon, des décharges à ciel ouvert est courante et fait désormais partie du décor qui caractérise de manière rebutante nos villes et nos quartiers.

Par Thinhinene Khouchi

En ce mois de ramadan, on observe un manque d'hygiène terrible à Alger et dans les autres grandes villes du pays qui croulent sous le poids de la pollution. En effet, les bennes à ordures débordent de déchets qui se sont accumulés durant toute une semaine. Les citoyens manquent de civisme et jettent leurs ordures n'importe où et n'importe comment. Les emballages des produits achetés et autres débris s'entassent dans les ruelles et finissent par dégager des odeurs nauséabondes. Les stratégies de dépollution et de protection de l'environnement menées depuis le début des années 2000 ne semblent pas porter leurs fruits. Le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme s'en défend. Les responsables au niveau de ce département mettent en cause le comportement du citoyen, accusé d'incivisme, et relèvent la défaillance des collectivités locales et l'absence de bonne gouvernance et de coordination entre les différents organismes et institutions concernés par la question environnementale. Il est



Un spectacle courant

certain que le citoyen a beaucoup à faire dans cette histoire de saleté qui déborde à chaque recoin de nos villes : non-respect des

heures de ramassage des ordures, jetées n'importe où, n'importe comment et n'importe

quand. Ce non-respect de la nature finit par nuire à la santé de certains citoyens. D'ailleurs, un bon nombre d'habitants d'Alger ont de plus en plus de mal à res-

pirer et des centaines d'entre eux ont fini par être atteints de maladies respiratoires à cause de la pollution qui touche de plus en plus notre capitale. Ainsi, certains ont choisi de quitter les lieux. Une dame rencontrée à Alger nous a exprimé son mécontentement de ce spectacle déplorable. «C'est vraiment malheureux de voir autant de malpropreté dans les rues d'Alger. Jadis, les ruelles étaient propres et les gens respectaient les heures de ramassage des ordures. Aujourd'hui c'est la jungle, les gens sont vraiment impolis et ne respectent plus rien». Un habitant d'un quartier d'Alger nous affirme que cette pollution a provoqué la multiplication des rats et autres espèces dangereuses qui finissent toujours par envahir les maisons. En effet, les cités d'Alger sont pleines de ces rongeurs qui véhiculent des maladies graves, telles que la peste et autres qui ont disparu depuis des années mais ont fini par réapparaître en raison de la mauvaise gestion des villes et du manque d'hygiène qui prend de plus en plus d'ampleur malgré les efforts de certains services qui dépassés.

T. K.

Entre l'EHU d'Oran et l'hôpital de Béchar

## La télémédecine au cœur de la coopération

La télémédecine, nouveau concept de pointe, vient d'être adopté entre l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) «1<sup>er</sup> Novembre 1954» d'Oran et l'hôpital de Béchar dans le cadre de conventions de jumelage, a-t-on appris hier de la chargée de la communication de cette structure sanitaire. L'objectif majeur de cette action reste l'échange d'avis médi-

caux ainsi que l'assistance en moyens et en compétences à l'ensemble des services de l'hôpital de Béchar, a-t-on indiqué. Cette initiative consiste, selon la même source, à établir la communication entre des équipes médicales pluridisciplinaires des deux établissements via des appareils de télécommunication adéquats, afin d'apporter un soutien et un appui aux médecins exerçant

à Béchar, en étudiant les dossiers médicaux des patients, dont les diagnostics sont difficiles à effectuer. Ce concept assure aussi une formation ouverte au personnel médical de l'hôpital de Béchar éprouvant le besoin d'améliorer leur savoir-faire, chacun dans sa spécialité. Ce nouveau procédé d'entraide médicale est mis en exergue depuis la signature des conventions de

jumelage entre les hôpitaux du Sud et ceux de l'Ouest, a-t-on souligné. D'autre part, divers services de l'EHU d'Oran, dont les services de pneumologie et de cardiologie, ont répondu présents pour toute demande d'avis de la part des équipes de Béchar. Des séances de travail sont programmées plusieurs fois par semaine, a-t-on ajouté de même source.

Ouali C.

Tizi Ouzou

## La police offre un f'tour aux automobilistes

La sûreté de wilaya de Tizi Ouzou a offert, vendredi soir, un f'tour aux usagers de la route qui n'ont pu arriver chez eux à temps pour la rupture du jeûne, a-t-on constaté. Des automobilistes ayant bénéficié de repas ont salué cette initiative lancée par la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), afin de prévenir les accidents de la route qui se produisent particulièrement dans la demi-heure avant l'heure du f'tour, en raison de l'excès de vitesse. Le geste de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou a été bien accueilli par ceux que le coucher du soleil a surpris au volant de leurs véhicules. C'est ce qui ressort des témoignages recueillis auprès de ceux qui ont rompu le jeûne vendredi soir avec la police au niveau d'une tente dressée sur la RN 12, à l'entrée ouest de la ville de Tizi-Ouzou, et de la rocade sud à hauteur de Boukhalifa. Une famille qui avait pris la route de la ville d'Oran pour se rendre à un enterrement à Ain El Hammam dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a accepté volontiers l'invitation des policiers de rompre le jeûne avec eux avant de poursuivre la route. «C'est une initiative louable, ça va nous permettre de nous reposer un peu, de rompre le jeûne et de poursuivre la route tranquillement sans avoir à passer par la ville de Tizi-Ouzou pour chercher où manger», a indiqué le père de famille, content

de pouvoir poursuivre sa route via la rocade sud qui permet de contourner la ville des Genêts. Un enfant âgé d'une dizaine d'années, qui accompagnait cette famille et qui a observé vendredi son premier jour de jeûne, a déclaré qu'il était content de partager le premier iftar de sa vie avec la police. Une famille d'immigrés arrivée le jour même de France, et qui se rendait vers la localité de Azazga pour des vacances, a également pris part à l'iftar collectif offert par la police. «C'est une initiative qui nous rappelle les valeurs de soli-

darité et les traditions de notre pays», ont-ils indiqué à l'APS. Le chef de sûreté de wilaya s'est déplacé sur place, avant le début de l'opération pour s'enquérir des préparatifs et donner quelques orientations. Le travail de sensibilisation a été supervisé par le chef de service de la sécurité routière de cette même institution. La Protection civile a, elle aussi, apporté sa contribution. Un camion-citerne est arrivé sur les lieux et des agents de ce corps constitué ont nettoyé l'endroit à jet d'eau en le débarrassant des poussières qui se

sont accumulées sur la chaussée, a-t-on constaté. Selon le commissaire Djamilia Temmar, chargée de la communication à la sûreté de wilaya, cette opération, lancée par la DGSN depuis le début du mois de ramadhan et organisée chaque vendredi, vise à «renforcer l'action de prévention routière par des conseils aux automobilistes et la distribution de prospectus, ainsi que les valeurs de solidarité entre les membres de la Sûreté nationale et les différentes franges de la société».

Ghani T./APS

International démocratique centriste

## Bouchouareb réélu vice-président

Le chargé des relations extérieures et de la communauté nationale à l'étranger au Rassemblement national démocratique (RND), Abdesslem Bouchouareb, a été réélu vice-président de l'International démocratique centriste (IDC) lors de son sommet tenu à Mexico, a-t-on appris auprès samedi du parti. M. Bouchouareb a été réélu pour un second mandat au sein du Comité exécutif de l'IDC en qualité de vice-président, aux côtés d'autres hommes et personnalités politiques dont les Premiers ministres espagnol, Manuel Rajoy, et hongrois

Viktor Orban, et l'ancien Président libanais, Amine Gemayel. Outre le renouvellement de la composition du Comité exécutif, le forum de l'IDC, créé en 1961, a élu l'ancien Président colombien, Andres Pastrana, au poste de président, a indiqué la même source. M. Bouchouareb a pris part, les 9 et 10 juillet, au Sommet des Leaders de l'IDC auquel ont participé des représentants de 76 partis politiques qui ont débattu des questions relatives aux grands défis du 21<sup>er</sup> siècle, dont la place de l'économie sociale de marché dans le monde d'aujourd'hui, les dangers de

l'extrémisme et la lutte contre le terrorisme. M. Bouchouareb, qui est également ministre de l'Industrie et des Mines, a présenté, à cette occasion, l'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme et son rôle dans la promotion de la paix et de la stabilité dans les pays de la région. Le sommet de l'IDC a adopté plusieurs résolutions dont celle relative aux changements climatiques en prévision de la prochaine Conférence internationale sur le climat (COP 21), prévue en décembre à Paris.

O. N.



## Commerce extérieur

## Baisse des aides destinées aux exportateurs

■ Le montant global des aides octroyées par le Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) aux entreprises exportatrices hors-hydrocarbures a baissé de plus de 42% en 2014 par rapport à l'année précédente.

Par Salem K.

Les aides et remboursements attribués par le FSPE est passé à près de 527 millions DA pour 251 dossiers examinés en 2014 contre 920 millions DA (250 dossiers) en 2013, a indiqué à l'APS le directeur du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce, Messaoud Beggah.

Par secteur, les exportations de produits industriels ont bénéficié d'une aide de 270 millions DA l'année dernière, soit 51% des aides octroyées par ce fonds, tandis que les aides accordées aux exportations de produits agricoles n'ont représenté que 0,16% du montant global avec 870 000 DA.

Près de 157 millions DA (soit 30% du montant global) ont été dédiés aux exportations de dattes, selon les précisions de Beggah qui est également le gestionnaire de ce fonds.

Pour la participation des entreprises aux foires nationales et internationales, l'aide a été de 95,5 millions DA en 2014 contre 54 millions DA en 2013.

Les remboursements pour les exportations des dattes représentent 80% du coût de transport alors que ceux des produits agricoles sont de 50% tandis que le remboursement pour les exportations industrielles couvrent 25% des coûts de transport, selon Beggah.

Institué par la loi de finances de l'année 1996, le FSPE est



destiné à apporter un soutien financier aux exportateurs dans les actions de promotion et de placement de leurs produits sur les marchés extérieurs.

Ces contributions sont accordées aux opérateurs économiques au titre de la prise en charge d'une partie des coûts de transport, transit et manutention des marchandises destinées à l'exportation ainsi que de la participation aux foires, expositions et salons spécialisés à l'étranger.

Les sources de financement

du FSPE sont la Taxe intérieure de consommation (TIC) dont 10% des recettes y sont affectées, et les contributions des organismes publics et privés ainsi que les dons et legs.

Lors de la Conférence nationale sur le commerce extérieur, tenue en mars dernier à Alger, des participants avaient proposé d'apporter des réformes au FSPE pour optimiser son intervention notamment par l'introduction de contrats de développement export. L'ensemble des

intervenants ont insisté également sur la nécessité de déléguer la gestion du FSPE à l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algep) pour assurer plus de rapidité dans le traitement des dossiers et dans le remboursement.

A ce propos, Beggah explique que le FSPE est régi par les règles de la comptabilité publique, une lourde procédure qui a un impact négatif sur la rapidité du remboursement. Selon lui, le ministère du

Commerce prévoit d'adapter la réglementation pour élargir les aides du FSPE à d'autres rubriques comme les études des marchés extérieurs et la création des infrastructures dédiées à l'export et la logistique.

Sur les 42 000 opérateurs exerçant dans le commerce extérieur, 1% seulement sont des exportateurs correspondant à 450 entreprises dont moins de 160 exercent l'activité d'exportation d'une façon régulière.

Salem K./APS

## Grèce

## La zone euro a le sort du pays entre ses mains

La zone euro tient depuis hier samedi à Bruxelles une réunion cruciale visant à convaincre Athènes de mettre en œuvre urgemment les réformes promises afin de permettre le déblocage d'un nouveau plan d'aide et éviter une sortie de la Grèce de la monnaie unique.

Malgré leurs divisions, les ministres des Finances des 19 pays de la zone euro devraient mettre la pression sur le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, pour qu'il concrétise son nouveau programme, pourtant très semblable à celui que les Grecs ont rejeté massivement lors du référendum du 5 juillet.

«Il faut des réformes mises en œuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette», a insisté le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici à son arrivée à la réunion.

«Nous sommes ici aujourd'hui pour faire beaucoup de progrès», a lancé de son côté la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. Les chances d'aboutir à un accord samedi sont estimées

à «50/50» par des sources européennes après que les réformes proposées par Athènes - une hausse de la TVA, des coupes dans les retraites et des privatisations - ont été accueillies favorablement par les créanciers, l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI.

Selon leurs calculs, la Grèce pourrait recevoir entre 74 et 82 milliards d'euros sur trois ans, dont 16 milliards déjà prévus dans un programme du FMI devant expirer en mars 2016.

Une aide massive, au prix de réformes difficiles et impopulaires, que le gouvernement grec devra mettre en œuvre malgré le non, à plus de 60%, des électeurs grecs dans un référendum sur les mesures d'austérité exigées par les créanciers.

Mais les ministres des Finances de la zone euro sont encore divisés. Si les plus conciliants, à commencer par la France, jugent les propositions «crédibles», il restera à convaincre le camp des durs, emmenés par l'Allemagne, réticents à accorder une nouvelle aide à la Grèce après deux plans d'un montant de 240 milliards d'euros.

## 'Apocalypse'

«La question maintenant est de convaincre les plus durs, l'Allemagne, les pays baltes», a expliqué une source européenne, alors que la confiance entre Athènes et ses partenaires a été durement mise à mal par cinq mois de négociations sur le fil.

Pour Dalia Grybauskaitė, la présidente de la Lituanie, le dernier pays à avoir rejoint il y a six mois la zone euro, il y a «50% de chances» d'arriver à un accord ce week-end - et, encore, à condition que le texte grec soit «profondément modifié».

Dimanche, les 28 pays de l'Union européenne, réunis en sommet d'urgence, devraient dans le meilleur des cas endosser un accord, ou, si les blocages n'ont pu être surmontés, trancher.

Avec, en toile de fond, le risque d'un «Grexit», une sortie de la zone euro.

Dans les rues d'Athènes, samedi, Vassilis Papoutsoglou, 52 ans, faisait la queue pour retirer de l'argent à un distributeur, alors que les retraits sont plafonnés à 60 euros depuis la semaine dernière et les banques fer-

mées. «Nous ne savons toujours pas ce qui va se passer. Peut-on s'attendre à du mieux, ou bien est-ce que ça sera l'Apocalypse?», s'inquiétait-il.

«Quand je vais au supermarché, il n'y a pas beaucoup de nourriture, il n'y a même plus de lait pour mon bébé dans les pharmacies», confiait Marilena Mouzaki, 35 ans, en promenant son bébé de 11 mois.

Même si un accord est trouvé ce week-end, tout ne sera pas encore joué: au moins huit Parlements devront donner leur aval au plan d'aide, le Bundestag allemand devant même voter deux fois.

Le Parlement grec a donné son feu vert dans la nuit au gouvernement d'Alexis Tsipras pour négocier ce nouveau plan, mais plusieurs députés de la majorité ont voté contre.

## 'Pas de retour en arrière'

«Pas de retour en arrière», titrait samedi le quotidien grec Avgi, la vitrine de Syriza, alors que le journal de droite Eleftheros Typos réclamait «Que la Grèce soit sauvée.»

Sept à huit mille personnes ont d'ailleurs manifesté vendredi soir à Athènes pour exprimer leur mécontentement contre ce qu'ils considèrent comme une trahison, alors que l'activité du pays est au ralenti depuis la fermeture des banques et l'instauration d'un contrôle des capitaux, le 29 juin.

La fermeture des banques grecques est prévue jusqu'à lundi mais le vice-ministre des Finances Dimitris Mardas a laissé entendre vendredi qu'elle pourrait se prolonger, avec des aménagements.

Ce qui permettait au gouvernement grec de garder la tête haute, malgré tout, était l'espoir exprimé par Alexis Tsipras de voir enfin s'ouvrir «un débat sérieux sur la restructuration de la dette» grecque, qui atteint 180% du PIB du pays, soit 320 milliards d'euros.

Un tel débat pourrait avoir lieu en octobre, mais le sujet divise les Européens. Athènes peut compter sur le soutien de la France, du FMI, du président du Conseil européen Donald Tusk et de nombreux économistes.

Faid C.

Bac 2015

## Tizi Ouzou toujours largement en tête

■ La moyenne la plus élevée obtenue dans la wilaya a été à l'honneur d'une fille, en l'occurrence, Warek Sarah Yasmine du lycée de Tizi N'Telatha dans la daïra des Ouadhias (35 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou) qui a réussi son baccalauréat avec une moyenne de 18,40.

Par Hamid M.

La wilaya de Tizi Ouzou arrive pour la 7<sup>e</sup> fois consécutive en première place par les résultats obtenus à l'examen du baccalauréat de la session juin 2015 en réalisant un taux de réussite de 65,75%, alors que le taux national est de 51,36%. Tizi Ouzou a même continué à améliorer son taux de réussite enregistré en 2014 qui était de l'ordre de 61,81%.

Selon les statistiques fournies par la direction locale de l'éducation, sur 18 655 ayant passé l'examen, pas moins de 12 266 l'ont obtenu. La moyenne la plus

élevée obtenue dans la wilaya a été à l'honneur d'une fille, en l'occurrence, Warek Sarah Yasmine du lycée de Tizi N'Telatha, dans la daïra des Ouadhias (35 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou) qui a réussi son baccalauréat avec une moyenne de 18,40.

Le meilleur taux de réussite par établissements a été réalisé par le lycée de Boudjima dans la daïra de Makouda (27 km au nord de la wilaya de Tizi Ouzou), où 86,34% des candidats ont obtenu leur baccalauréat en dépit des conditions très diffi-



ciles dans lesquelles ils ont suivi leur enseignement pendant l'année scolaire, notamment après l'incendie qui avait partiellement détruit leur lycée. Les deux autres lycées sur le podium à l'échelle de la wilaya de Tizi Ouzou, occupant ainsi respectivement les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> places, sont

le lycée d'Ath Zmenzer avec un taux de réussite de 84,34% et le lycée Khouas de Larbaa Nath l'athen avec un taux de réussite de 81,64%. Tizi Ouzou qui arrive ainsi en tête à l'échelle nationale reste encore cette année indétrônable pour ses résultats scolaires. H. M.

### Béjaïa

## Le taux de réussite est de 50,91%

Le taux de réussite au baccalauréat dans la wilaya de Béjaïa cette année est de 50,91%, soit plus de six points par rapport au Bac de l'année précédente (2014) qui était d'un peu plus de 44% seulement. Sur les 23 299 candidats inscrits à cet examen (dont 1 405 étaient absents), 9 644 candidats ont décroché leur examen, parmi eux 6 213 filles, soit 65,79%. 29,18 sont des candidats libres et parmi eux 54,62 filles.

Trois candidats de Béjaïa et d'Akbou ont décroché leur Bac avec la mention très bien et leurs moyennes sont de 18,42, 18,23 et 18,07 sur 20. 21 candidats ont décroché leur Bac avec une moyenne de 17/20, 112 candidats avec une moyenne de

16/20 et 662 avec une moyenne de 15/20, a-t-on appris.

A noter que les réinscriptions des nouveaux bacheliers à l'université a débuté depuis le 6 du mois en cours au campus Aboudaoua et s'achèvera le 13 juillet. Les confirmations des réinscriptions se feront entre les 14 et 17 du mois courant, les confirmations des inscriptions le 29 juillet et les affectations et recours se feront du 28 au 30 juillet. Le teste d'aptitude physique pour la filière STAPS (sport) du 28 juillet au 2 août.

Le transport est assuré entre la gare routière et le campus Aboudaou au niveau des quais 48 et 49. H.C.

### Oran

## 4 000 places pédagogiques pour les nouveaux bacheliers à l'USTO

L'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran prévoit 4 000 places pédagogiques pour les nouveaux bacheliers au titre de l'année universitaire 2015-2016, a-t-on appris mercredi auprès de ses responsables. A l'heure actuelle, les dernières retouches sont apportées au dispositif mis en place pour accueillir, dès la proclamation des résultats, les nouveaux bacheliers.

«Nous avons réservé un espace dédié aux préinscriptions pour lequel nous avons mobilisé une quarantaine d'enseignants. Ceux-ci sont chargés de fournir toutes les informations et explications sur les filières assurées. Un

second espace, animé par une soixantaine de techniciens et informaticiens, est dédié aux préinscriptions et inscriptions en ligne», a expliqué à l'APS la rectrice de l'USTO, le P<sup>r</sup> Aïcha Derdour. Pour la prochaine rentrée, la même responsable a annoncé l'ouverture d'une nouvelle filière nationale de métallurgie.

«En plus des deux filières nationales assurées à notre niveau, celles du génie maritime et de l'hydraulique, nous allons ouvrir une troisième de métallurgie, actuellement dispensée dans la seule Université d'Annaba», a-t-elle ajouté.

De son côté, le chargé de la

communication, P<sup>r</sup> Maamar, a rappelé que l'USTO, créée en 1975, dispose de 7 facultés (maths et informatique, physique, chimie, architecture et génie civil, génie électrique, génie mécanique, sciences de la nature et vie, et un Institut de sports). Elle compte également un centre d'intensification des langues, un centre de calcul intensif ainsi qu'une plate-forme technologique qui répond à de nombreuses filières. L'université dispose aussi de 36 laboratoires de recherche. L'enseignement est assuré par 900 enseignants dont 600 de rang magistral entre professeurs et maîtres de conférences. Mahi T.

### Adrar

## Vers la réhabilitation du réseau routier urbain

Plusieurs opérations de réhabilitation du réseau routier urbain à Adrar seront entamées prochainement, a-t-on appris des responsables de la commune du chef-lieu de wilaya. L'objectif de ce programme, doté d'une enveloppe de plus de 33 millions DA, est de remettre en état les routes

mises à mal, notamment au centre du chef-lieu de cette collectivité, a-t-on précisé. Plusieurs entreprises de réalisation ont été déjà désignées et devraient lancer les chantiers, juste après l'achèvement des travaux de rénovation du réseau des eaux usées traversant les grandes

artères principales de la ville, a-t-on fait savoir. En vue d'améliorer les prestations en direction du citoyen et assurer sa sécurité, une autre opération pour un montant de 19 millions DA visant l'organisation de la circulation au centre-ville d'Adrar a été également retenue. Par ailleurs, deux opérations

## Commune de Taouïla/Laghouat Nouveaux projets de développement retenus en 2015

DE NOUVEAUX projets de développement ont été retenus en 2015 pour la commune de Taouïla, dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris jeudi des responsables de cette collectivité locale. Une enveloppe financière de l'ordre de 50 millions de dinars a été réservée au titre du Plan communal de développement (PCD) de l'année en cours, pour la concrétisation de ces actions de développement, dont le raccordement du château d'eau au canal principal en vue d'alimenter les habitants en eau potable, la réalisation d'un réseau d'éclairage public le long des artères principales de cette ville. Ce programme prévoit également la construction d'une maison de jeunes, l'élaboration d'une étude technique relative à la réalisation d'une piscine de proximité et le revêtement du stade communal en gazon synthétique, dans le cadre d'une opération sectorielle du secteur de la jeunesse et des sports, a-t-on ajouté. Ces opérations s'ajoutent à d'autres projets qui ont été déjà mis en service dernièrement dans cette région, à l'instar de la réalisation des canaux pour le transfert d'eau potable à partir de la région de Aïn Maskin vers le chef-lieu de la commune sur une distance de 7,3 mm linéaires. La commune de Taouïla a bénéficié, dans le cadre de l'actuel plan quinquennal (2015-2019), d'un projet de réalisation d'un CEM et un regroupement scolaire afin d'alléger la pression sur les établissements scolaires actuels et éviter aux élèves les longs déplacements vers les communes limitrophes, a-t-on précisé. Un autre projet relatif à la réalisation d'une route menant à El Ghicha en traversant la région de Tarkalal, avec un ouvrage d'art, a été également notifié pour cette commune. La commune de Taouïla (située à 140 mm au nord-ouest du chef-lieu de wilaya) dispose d'importantes potentialités agricoles et touristiques. Ali T.

## Mascara 65 familles bénéficient de l'électrification rurale

PAS MOINS de 65 familles des zones rurales de la wilaya de Mascara ont bénéficié dernièrement de l'électricité, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya. Le réseau d'électrification rurale a été mis en service lundi et mardi dernier aux douars de Deghamcha dans la commune d'Ain Farès, Sidi Daho (Mamounia) et Hamama dans la commune de Tizi au profit de 65 familles dont la moitié réside au douar de Sidi Daho (34 familles).

Une partie des familles concernées par cette opération ont leurs maisons qu'elles ont quittées durant plusieurs années et une autre partie a bénéficié du réseau électrique dans de nouvelles habitations construites à la faveur de l'aide à l'habitat rural, a-t-on ajouté. Au moins 152 familles, réparties sur plusieurs communes rurales de la wilaya de Mascara, avaient bénéficié, lors de la deuxième quinzaine du mois de juin dernier de l'électricité grâce au raccordement de leurs collectivités au réseau desservant cette énergie. Il est attendu le lancement prochain de l'alimentation en électricité de 624 familles résidant dans 43 centres ruraux relevant de 25 communes, à la faveur du programme du ministère de l'Energie doté de 233 millions DA. Said F.





## Terrorisme

# Plus de 5 500 Tunisiens ralliés à l'EI/Daech

■ Des experts de l'ONU ont appelé à endiguer le flux de jeunes Tunisiens ralliant le groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), estimant que leur nombre, notamment en Syrie et en Libye, dépassait les 5 500.

Par Alia G.

«Le nombre de combattants étrangers tunisiens est l'un des plus élevés parmi ceux qui voyagent pour rejoindre les conflits à l'étranger tels qu'en Syrie et en Irak», a déclaré dans un communiqué Elzbieta Karska, qui dirige un groupe de travail des Nations unies sur l'utilisation de mercenaires.

Ce groupe a effectué une visite de huit jours en Tunisie au

cours de laquelle il a rencontré «des représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des universitaires et des représentants d'organisations de la société civile, y compris des familles de personnes ayant rejoint des conflits à l'étranger».

Au cours de cette mission, le groupe a été informé «de la présence de quelque 4 000 Tunisiens en Syrie, 1 000 à 1 500 en Libye, 200 en Irak, 60 au Mali et 50 au Yémen. Les 625 qui sont rentrés d'Irak sont



Ph. : DR

poursuivis en justice», selon le texte.

La Tunisie fait face, depuis sa révolution en janvier 2011, à une progression de la mouvance terroriste, responsable de la mort de dizaines de policiers et de militaires ainsi que de deux attentats qui ont tué 59 touristes

en l'espace de trois mois. Le Premier ministre, Habib Essid, a affirmé, dans la nuit de jeudi à vendredi, que 15 000 jeunes Tunisiens avaient été empêchés de rejoindre le groupe Daech dans des zones de conflit.

«La majorité des Tunisiens qui rejoignent des groupes extrémistes à l'étranger semblent être jeunes, souvent âgés de 18 à 35 ans», selon les experts.

«Certains de ces jeunes viennent de milieux socio-économiques défavorables, mais aussi de la classe moyenne et des classes les plus aisées de la société».

Alia G./APS

## Le Danemark appelle ses touristes à quitter la Tunisie

Le Danemark a appelé vendredi ses touristes à quitter la Tunisie dès que possible en raison du risque «élevé» d'un nouvel attentat, au lendemain d'une recommandation semblable de la Grande-Bretagne. «Si vous vous trouvez en Tunisie, et n'avez pas de raison essentielle d'y rester, il vous est recommandé de partir avec l'aide d'un voyageur ou via un vol commercial», a indiqué le ministère des Affaires étrangères sur son site internet. «Il est recommandé aux voyageurs qui ont des raisons indispensables de se rendre en Tunisie d'observer des précautions particulières dans les lieux visités par de nombreux étrangers, y compris les bars et les hôtels», a-t-il poursuivi. Selon le ministère, «presque tous les voyageurs charter danois ou nordiques ont provisoirement suspendu leurs départs vers la Tunisie prévus au second semestre». Le 26 juin, un attentat commis par un homme armé d'une kalachnikov sur une plage à Port El Kantaoui avait coûté la vie à 38 personnes dont 30 Britanniques. La Tunisie a proclamé l'état d'urgence le 4 juillet, et ce, pour 30 jours, en raison de la crainte de nouvelles attaques. La Grande-Bretagne a recommandé jeudi aux touristes britanniques de quitter la Tunisie et déconseillé tout voyage «non essentiel» dans ce pays, arguant de dispositions locales insuffisantes face à la «forte menace terroriste».

G. Y.

## Cinq terroristes abattus par les forces de sécurité

LES FORCES tunisiennes de sécurité ont éliminé vendredi cinq terroristes présumés dans la région de Gafsa, dans le centre du pays, a annoncé le chargé de la communication au ministère de l'Intérieur. «Cinq éléments terroristes ont été abattus à Jebel Orbata», a dit Walid Louguini. «L'opération a commencé par leur observation vers 01h00 du matin après des informations fournies par le renseignement. Le premier tir en direction du groupe terroriste a été tiré à 09h00», a-t-il ajouté. «Nous n'avons aucun blessé parmi nos agents», a-t-il seulement précisé, soulignant que «quatre kalachnikovs, un (fusil) Steyr, une grenade et un pistolet» avaient été saisis. La Tunisie fait face à des attentats ayant ciblé des sites touristiques se soldant par la mort de 59 touristes en l'espace de trois mois, sans compter les dizaines de policiers et de militaires assassinés par les terroristes.

R. M.

## Après 16 mois de négociations Accord sur la pêche entre la Mauritanie et l'UE

LA MAURITANIE et l'Union européenne (UE) sont parvenues à un nouvel accord de pêche d'une durée de quatre ans, qualifié par les deux parties de «gagnant-gagnant», et qu'ils ont signé vendredi à Nouakchott, après seize mois de négociations.

«Les deux parties sont parvenues à la signature d'un protocole d'accord qui entre dans le cadre du partenariat qui les lie et s'est concrétisé par une entente globale sur toutes les questions faisant l'objet de négociations», selon un communiqué du ministère mauritanien des Pêches.

L'accord permet à la Mauritanie de bénéficier d'une compensation financière globale de près de 100 millions d'euros, contre 110 millions auparavant, mais les pêcheries autorisées à la flotte européenne passent de 300 000 tonnes annuellement à 225 000, selon le texte. Ces changements n'affecteront pas les «conditions fondamentales» de l'ancien accord qui restent inchangées, dont la pêche exclusive des céphalopodes et des sardinelles par les pêcheurs nationaux, le quota de marins mauritaniens sur les bateaux européens fixé à 60% et l'obligation de transbordement des prises. Le secteur de la pêche représente plus de 20% des recettes budgétaires et emploie plus de 36 000 personnes dans le pays, selon les données officielles.

Safa C.

## Seize cadavres de migrants repêchés en moins d'une semaine

Seize cadavres de migrants, originaires d'Afrique subsaharienne, ont été repêchés au large de la Tunisie, dans le sud du pays, en moins d'une semaine, par les garde-côtes, a indiqué vendredi le directeur du port de Ben Guerdane, Fathi Abâb. «Les noyés auraient quitté clandestinement les côtes libyennes pour rejoindre l'Europe. Leurs dépouilles ont été rejetées par les vagues au large de Ben Guerdane», a-t-il précisé. «Cinq corps ont été repêchés jeudi, six mercredi et cinq autres lundi», a-t-il précisé.

Le 10 juin, au large de la même ville, l'armée tunisienne avait secouru 356 migrants qui tentaient de rallier clandestinement Lampedusa. Dimanche, elle a secouru 17 migrants tunisiens à bord d'une embarcation pneumatique au large de la ville d'El Haouria (nord), selon le ministère de la Défense, et fin mai, cinq migrants tunisiens avaient été repêchés morts au large de Téboulba (centre-est). Profitant du chaos en Libye, des réseaux de passeurs se sont organisés pour faire traverser la Méditerranée à des migrants

cherchant à rejoindre clandestinement l'Europe, en particulier l'Italie, à bord bien souvent de navires vétustes et surchargés. Plus de 219 000 migrants ont tenté de traverser la Méditerranée en 2014. Au moins 3 500 ont perdu la vie ou sont portés disparus, selon le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Le début d'année 2015 a été particulièrement dramatique en Méditerranée avec notamment la mort en avril de quelque 750 personnes dans le naufrage d'un chalutier.

A. G.

## Maroc

## Démantèlement d'une cellule terroriste recrutant pour Daech

Une cellule terroriste recrutant des Marocains pour rejoindre les rangs de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech) en Irak et en Syrie a été démantelée, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

«Le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ) relevant de la direction générale de la surveillance du territoire national a démantelé jeudi une cellule terroriste composée de huit

membres qui actuaient dans les villes de Casablanca, Tanger, Salé, Jorf Al Melha et Kelaat des Sraghna, dans le recrutement et l'envoi de Marocains pour combattre dans les rangs de l'Etat islamique en Syrie et en Irak», a précisé le ministère dans un communiqué.

«Les membres de cette cellule ont cautionné l'envoi de dizaines de combattants dans ce foyer de tension, et ce, en coordination avec des éléments

opérant sur le terrain au niveau de la frontière turco-syrienne en vue de les mobiliser pour exécuter des opérations suicide aux voitures piégées en Irak et en Syrie», précise le communiqué cité par l'agence de presse MAP.

«Ces éléments terroristes adoptent également la stratégie expansionniste des dirigeants de Daech et qui vise la constitution d'entités terroristes relevant de cette organisation en s'appuyant sur des combattants

marocains parmi ses rangs, et qui ont fait part de leur intention de retourner au Maroc en vue d'attenter à sa sécurité et à sa stabilité, à travers l'exécution d'attaques terroristes ciblées», ajoute le texte. Les suspects seront présentés à la justice une fois achevée l'enquête qui se déroule sous la supervision du parquet général compétent, a conclu le communiqué.

Daia G.

## Yémen

## La trêve déjà violée à plusieurs reprises

■ La trêve visant à permettre l'acheminement d'une aide humanitaire aux milliers de personnes en détresse au Yémen a déjà été violée à plusieurs reprises hier, quelques heures seulement après son entrée en vigueur.

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait exhorté vendredi tous les belligérants à respecter cette pause humanitaire, censée durer de vendredi 23h59 locales (20h59 GMT) à la fin du ramadhan, soit le 17 juillet.

Mais hier matin, le pays a été de nouveau le théâtre de violents combats et de raids aériens de la coalition arabe menée par Riyad contre les rebelles chiites houthis.

Des avions de la coalition ont visé des positions rebelles dans la ville de Taëz (centre), où faisaient rage des affrontements entre ces insurgés soutenus par l'Iran et les combattants fidèles au président yéménite en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, ont rapporté des témoins. Les Houthis ont bombardé plusieurs quartiers de Taëz, selon les mêmes sources.

L'agence de presse officielle du Yémen, contrôlée par le gouvernement en exil, a accusé les Houthis et les troupes loyales à l'ancien président Ali Abdallah Saleh d'avoir envoyé des renforts à Taëz avant la trêve.

Dans le sud du pays, la coalition a frappé des positions rebelles à Aden et dans la province voisine de Lahj, d'après des témoins.

Ces raids aériens sont intervenus après que les rebelles eurent bombardé plusieurs quartiers d'Aden, a indiqué un porte-parole des combattants pro-Hadi, Abdallah al-Dayani.

Peu avant le début annoncé de la trêve de six jours, le chef des rebelles Abdel Malek al-Houthi avait fait savoir qu'il nourrissait «peu d'espoir» quant à



son «succès», ajoutant qu'il déplorait «de l'engagement du régime saoudien et (...) d'un arrêt total de (son) agression».

Partis de leur fief de Sadaa, dans le nord du pays, les Houthis se sont emparés de la capitale yéménite Sanaâ en septembre, puis sont descendus vers le sud du pays, poussant à l'exil le président Hadi - qui a trouvé refuge en

Arabie saoudite - et déclenchant le 26 mars une campagne de raids menée par Riyad.

La coalition menée par l'Arabie saoudite n'avait fait aucun commentaire sur cette trêve décrétée par l'ONU, mais un responsable saoudien, sous couvert de l'anonymat, avait jugé cette pause «inutile».

Les Houthis «sont maîtres dans

l'art de la ruse (...) Leurs groupes militaires sur le terrain ne montrent pas de bonne volonté, ni un engagement sincère à solidifier une trêve humanitaire», avait affirmé pour sa part à l'AFP le ministre yéménite des droits de l'homme, Ezzedine al-Asbahi, lui aussi en exil à Riyad. Les 15 pays membres du Conseil de sécurité avaient demandé vendredi aux belligé-

rants de «suspendre leurs opérations militaires pendant la pause» et «de faire preuve de retenue au cas où des incidents isolés viendraient rompre cette trêve, et d'éviter toute escalade».

Il les avait aussi exhortés à «faciliter la livraison urgente d'aide humanitaire dans tout le Yémen».

Selon l'ONU, 80% de la population - soit 21 millions de personnes - ont besoin d'aide ou de protection et plus de 10 millions ont du mal à se nourrir ou à trouver de l'eau potable à cause d'un conflit qui a fait plus de 3 200 morts, dont une moitié de civils, depuis la fin mars.

«Il est impératif et urgent que l'aide humanitaire atteigne toutes les personnes vulnérables (...) tout au long de la trêve», a estimé un porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujaic, plus d'une semaine après l'inscription du pays au niveau maximal d'urgence sanitaire.

Cette trêve est «notre dernier espoir», a déclaré à l'AFP un porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM), Abeer Etefa, en précisant que deux bateaux remplis de nourriture et de carburant croisaient au large d'Aden. Le PAM est parvenu depuis une semaine à livrer 9 000 tonnes de nourriture à son entrepôt au Yémen et la trêve est maintenant nécessaire pour pouvoir distribuer cette aide et «atteindre toutes les régions du Yémen», d'après M<sup>me</sup> Etefa.

D'une précédente trêve à la mi-mai avait duré cinq jours mais les combats avaient ensuite repris de plus belle.

## Grèce

## La zone euro a le sort du pays entre ses mains

La zone euro a tenu hier à Bruxelles une réunion cruciale visant à convaincre Athènes de mettre en œuvre urgemment les réformes promises afin de permettre le déblocage d'un nouveau plan d'aide et éviter une sortie de la Grèce de la monnaie unique. Malgré leurs divisions, les ministres des Finances des 19 pays de la zone euro devraient mettre la pression sur le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, pour qu'il concrétise son nouveau programme, pourtant très semblable à celui que les Grecs ont rejeté massivement lors du référendum du 5 juillet.

«Il faut des réformes mises en œuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette», a insisté le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici à son arrivée à la réunion.

«Nous sommes ici aujourd'hui pour faire beaucoup de progrès», a lancé de son côté la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde.

Les chances d'aboutir à un accord hier sont estimées à «50/50» par des sources européennes après que les réformes proposées par Athènes - une hausse de la TVA, des coupes dans les retraites et des privatisations - ont été accueillies favorablement par les créanciers, l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI.

Selon leurs calculs, la Grèce pourrait recevoir entre 74 et 82 milliards d'euros sur trois ans, dont 16 milliards déjà prévus dans un pro-

gramme du FMI devant expirer en mars 2016.

Une aide massive, au prix de réformes difficiles et impopulaires, que le gouvernement grec devra mettre en œuvre malgré le non, à plus de 60%, des électeurs grecs dans un référendum sur les mesures d'austérité exigées par les créanciers. Mais les ministres des Finances de la zone euro sont encore divisés. Si les plus conciliants, à commencer par la France, jugent les propositions «crédibles», il restera à convaincre le camp des durs, emmenés par l'Allemagne, réticents à accorder une nouvelle aide à la Grèce après deux plans d'un montant de 240 milliards d'euros. «La question maintenant est de convaincre les plus durs, l'Allemagne, les pays baltes», a expliqué une source européenne, alors que la confiance entre Athènes et ses partenaires a été durement mise à mal par cinq mois de négociations sur le fil.

Pour Dalia Grybauskaitė, la présidente de la Lituanie, le dernier pays à avoir rejoint il y a six mois la zone euro, il y a «50% de chances» d'arriver à un accord ce week-end - et, encore, à condition que le texte grec soit «profondément modifié».

Dimanche, les 28 pays de l'Union européenne, réunis en sommet d'urgence, devraient dans le meilleur des cas endosser un accord, ou, si les blocages n'ont pu être surmontés, trancher.

Avec, en toile de fond, le risque d'un «Grexit», une sortie de la zone euro.

Même si un accord est trouvé ce week-end, tout ne sera pas

encore joué: au moins huit Parlements devront donner leur aval au plan d'aide, le Bundestag allemand devant même voter deux fois.

Le Parlement grec a donné son feu vert dans la nuit au gouvernement d'Alexis Tsipras pour négocier ce nouveau plan, mais plusieurs députés de la majorité ont voté contre.

«Pas de retour en arrière», titrait hier le quotidien grec *Avgi*, la vitrine de Syriza, alors que le journal de droite *Eleftheros Typos* réclamait «Que la Grèce soit sauvée».

Sept à huit mille personnes ont d'ailleurs manifesté vendredi soir à Athènes pour exprimer leur mécontentement contre ce qu'ils considèrent comme une trahison, alors que l'activité du pays est au ralenti depuis la fermeture des banques et l'instauration d'un contrôle des capitaux, le 29 juin.

La fermeture des banques grecques est prévue jusqu'à lundi mais le vice-ministre des Finances Dimitris Mardas a laissé entendre vendredi qu'elle pourrait se prolonger, avec des aménagements.

Ce qui permettait au gouvernement grec de garder la tête haute, malgré tout, était l'espoir exprimé par Alexis Tsipras de voir enfin s'ouvrir «un débat sérieux sur la restructuration de la dette» grecque, qui atteint 180% du PIB du pays, soit 320 milliards d'euros.

Un tel débat pourrait avoir lieu en octobre, mais le sujet divise les Européens. Athènes peut compter sur le soutien de la France, du FMI, du président du Conseil européen Donald Tusk et de nombreux économistes.



## Points chauds

## Divergences

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques semaines, Nicolas Sarkozy avait donné un premier coup de semonce à Nathalie Kosciusko-Morizet pour lui rappeler de ne pas trop dévier de la ligne politique qu'il préconisait et de se faire plus solidaire avec ses prises de positions. Celle qui était numéro deux à l'UMP a ainsi failli être recalée à l'occasion du passage au nouveau nom et des nouveaux statuts des Républicains. C'était là pour Nicolas Sarkozy l'occasion parfaite pour se défaire de celle qui, estimait-il, critiquait son action bien plus qu'elle ne l'aurait dû. Mais il lui a tout de même accordé une dernière chance. De son côté, NKM ne semble pas décidé à se laisser museler et continuera à donner son avis, divergeant ou non sur les sujets qui intéressent son parti. Ainsi, aujourd'hui, la vice-présidente du parti de droite a exprimé son désaccord avec son président en dénonçant la pétition «Touche pas à mon église» lancée cette semaine par le magazine de droite *Valeurs Actuelles*. L'objectif de cette pétition est simple : rejeter l'idée selon laquelle il faudrait remplacer les églises à l'abandon par des mosquées. Interrogée sur le sujet NKM s'est désolidarisée du patron des Républicains. Elle a assuré qu'elle «ne signerait pas cette pétition», car elle «trouve qu'on essaye d'exciter sur un sujet qui n'existe pas vraiment». Et d'ajouter, «ce n'est pas mieux quand une église devient une boîte de nuit ou un restaurant». La députée de l'Essonne explique plus avant que ce serait «une erreur de transformer les églises en mosquées» mais qu'il «faudrait pouvoir parler plus généralement du devenir de certaines églises dans les zones très rurales». Surtout, elle estime que ce sujet n'en est pas vraiment un et qu'il est inutile de le relancer. «Je trouve que c'est comme un revival, un retour d'un sujet qu'on essaye de faire vivre, on essaye d'exciter autour de ce sujet qui n'existe pas vraiment. C'est pas une question qui se pose tous les jours le matin aux Français, c'est pas vrai! Pourquoi le faire revivre, pourquoi aller chercher à cliver, pourquoi aller chercher à en faire un sujet alors que ça n'en est pas vraiment un!»

L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy va même un peu plus loin dans la critique de cet appel signé par l'ex-président de la République. Elle estime que l'Église ne doit pas avoir une seule dimension culturelle. Elle critique : «Tous ces gens qui nous parlent de civilisation à propos de l'Église, est-ce qu'ils rentrent vraiment dans les églises? (...) Moi, je rentre dans les églises. Je pense que beaucoup de ceux qui ramènent la question de l'Église, de la religion à un projet de civilisation ont parfois oublié le message évangélique». Il n'est pas certain que Sarkozy soit ravi pour sa part de se faire publiquement rabrouer de la sorte, même indirectement, par celle à qui il avait accordé une seconde chance il y a seulement quelques semaines de cela. Reste à savoir si l'on prendra des mesures officielles à l'égard de son ex-ministre ou si cette dernière réussira une fois encore à échapper au couperet.

F. M.





«La semaine d'art» à Bordj El Bahri

## Un évènement caritatif fait le bonheur des enfants

■ Les enfants sont nombreux depuis vendredi au centre culturel Ali-Maachi de Bordj El Bahri. C'est dans le cadre d'un évènement caritatif intitulé «La semaine d'art» organisée par le collectif artistique Racim's qu'un programme varié est proposé aux enfants de la ville. Cet évènement de trois jours prendra fin dans la soirée d'aujourd'hui et les dons récoltés seront distribués à des enfants orphelins le jour de l'Aïd, selon les organisateurs.

Par Abla Selles

Le centre culturel Ali-Maachi de Bordj El Bahri ressemble depuis vendredi à une ruche. A partir du début de l'après-midi, des enfants viennent en masse pour participer à la semaine d'art organisée par le collectif artistique Racim's. Le but majeur de ce rendez-vous particulier est de récolter des dons au profit des orphelins de la capitale pour le jour de l'Aïd.

Un programme culturel a été concocté à cette occasion afin d'attirer le maximum d'enfants. Et c'est le cas. Depuis le début de l'évènement des enfants ne cessent de venir passer d'agréables moments. La plupart des enfants sur place font carême. Ils viennent au centre culturel Ali-Maachi pour passer du temps et oublier les longues heures de jeûne. «La journée est très longue, c'est pour ça que je viens ici avec mon frère pour passer du temps et s'oublier dans les activités proposés», nous a confié un enfant de dix ans. «Il



est impossible de supporter la chaleur et les longues journées de jeûne sans se trouver une occupation. En plus, on nous

propose ici des choses très intéressantes», ajoute son frère.

Pour d'autres, cet évènement de trois jours est un espace de découverte et d'enrichissement culturel. Nadir, un enfant de six ans profite des formations proposées par les organisateurs. «J'aime beaucoup prendre des photos et je possède un appareil. Alors, je profite de l'atelier de photographie même si les cours sont un peu difficiles pour moi. Notre formateur est très content de mon travail et il m'encourage», nous a-t-il déclaré.

Il y a aussi la formation en infographie qui a connu une grande affluence des enfants. «J'ai déjà fait une formation d'initiation en informatique et je maîtrise bien cette technologie. Aujourd'hui, je suis content d'apprendre l'infographie avec un enseignant très généreux. Il nous apprend les bases de ce métier et nous explique à quoi elle sert», nous raconte Mohamed, très heureux de cette expérience. Les activités s'inscrivent dans le cadre de cet évènement se poursuivent jusqu'à la fin de la soirée

proposant aux enfants des activités différentes de celles de la journée. A partir de 22h, ils sont en rendez-vous avec la magie et la peinture corporelle. Des clowns amusent les enfants et les familles en immortalisant le moment en photos. À compter de 23h, la musique entre en jeu, assurée par DJ Omax et DJ Yori pour le côté Mix moderne, et par Billel Abdrezak Attafi et Nabil Zine pour le côté chaabi traditionnel. Le trio Sami Sam, Izak Şçorpion, Cj Cj assure un spectacle de danse et guide le rythme des pas des enfants.

Très important, l'évènement est accessible gratuitement, sécurisé et surtout entièrement caritatif.

Il est à noter que l'évènement prendra fin dans la soirée d'aujourd'hui au centre culturel Ali-Maachi de Bordj el Bahri à Alger.

A.S.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 15 juillet :

Exposition d'artisanat d'art et d'objets de décoration.

Musée régional des arts et des traditions populaires de Médéa

Jusqu'au 15 juillet :

Exposition sur la voile traditionnelle el-haïk.

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art

Jusqu'au 31 juillet :

Exposition de l'Art pictural auresien - en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi,

Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

Vernissage le 3 juillet à 21h30.

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 14 juillet :

Exposition collective d'artisanat.

Bassins, Ben Aknoun

Jusqu'au 31 juillet :

Exposition de l'Art pictural auresien - en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi,

Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

Parking d'Ardis

Jusqu'à la fin du mois de ramadhan :

Cirque Amar, tous les jours à 22h et à 0h10. Spectacle spécial dimanche et lundi à 0h10.

L'espace Sablette

Jusqu'au 13 juillet :

Soirées artistiques variées

Chapiteau de l'hôtel Hilton

Dimanche 12 juillet :

Concert de l'orchestre national de barbès

Lundi 13 juillet :

Concert de Saïd Senhaji.

Mardi 14 juillet :

Concert de l'Algerino.

## Festival international de la littérature et du livre de jeunesse

### L'évènement investit le métro d'Alger

L'édition 2015 du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse (FELIV) gonfle ses ambitions en annonçant multiplier les lieux de manifestation, prévoyant des activités cette année encore au sein même du métro d'Alger.

C'est ce qui a été annoncé par le commissaire du festival, Azzedine Guerfi, qui compte donner à cette 8<sup>e</sup> édition une plus grande ampleur à même de toucher un large public, l'embarquant dans un monde culturel impré-

gné de réflexion et de divertissement. Cette volonté déclarée se traduit sur le terrain par la multiplication des points d'activités, de telle manière qu'en plus du lieu commun où se dérouleront les expositions, l'esplanade de Riadh el Feth, d'autres espaces seront exploités pour faire vivre le festival, notamment trois stations du métro d'Alger (qui n'ont pour le moment pas été spécifiées). Une idée fort appréciable des précédentes éditions qui sera donc reconduite une fois

encore pour le plus grand bonheur des voyageurs.

Pour autant, le déploiement ne se confiera pas uniquement au centre de la ville. Ainsi, les places communales d'El Harrach, de Rouiba et de Cherrchell auront elles aussi droit à leur morceau de FELIV 2015.

Rappelons que la huitième mouture du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse (FELIV) se tiendra du 23 au 29 juillet 2015.

F.H.

### Cinéma

## L'acteur égyptien Omar Sharif n'est plus

L'acteur égyptien Omar Sharif, devenu une légende du cinéma grâce à de nombreux rôles dans le septième art égyptien et international, est décédé vendredi au Caire des suites d'une longue maladie à l'âge de 83 ans, a annoncé un représentant du syndicat des comédiens égyptiens.

Né Michel Chalhoub, le 10 avril 1932 à Alexandrie (nord), le jeune homme, qui s'essayait au théâtre, est remarqué par son compatriote et réalisateur de renom Youssef Chahine qui, en 1954, le fait tourner dans «Ciel d'enfer», avec la star égyptienne Faten Hamama, qui deviendra un an plus tard son épouse après la conversion de l'acteur à l'Islam. L'artiste disparu deviendra une vedette internationale lorsqu'il jouera son premier rôle dans le cinéma occidental dans «La châtelaine du Liban» de Richard Pottier, en 1956.

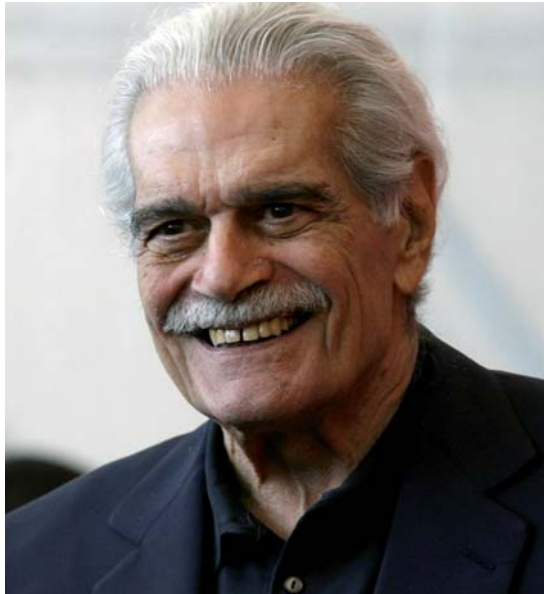
La consécration mondiale

viendra avec le long métrage «Lawrence d'Arabie» (1962) de David Lean, qui lui vaut le Golden Globe du Meilleur Second rôle, et son installation aux Etats-Unis. En 1965, Omar Sharif retrouve David Lean dans «Le docteur Jivago» où son interprétation remarquable sera récompensée par le Golden Globe du Meilleur acteur.

Il incarnera aussi bien Genghis Khan que Che Guevara et jouera dans des films aussi différents que «Mayerling» (1968) de Terence Young, «Funny girl», de William Wyler, avec Barbra Streisand (1968) ou «Les Possédés» d'Andrzej Wajda (1988).

Après un Lion d'Or au Festival de Venise, en 2003, pour l'ensemble de sa carrière, il reçoit le César 2004 du Meilleur acteur pour «Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran» de François Dupeyron.

R.I.



## Coup-franc direct



### Des décisions et des interrogations

Par Mahfoud M.

Certains présidents de club ne savent vraiment pas ce qu'ils sont en train de faire et prennent des décisions hâtives qu'ils peuvent regretter ensuite. En effet, cela concerne surtout le recrutement où des éléments sont recrutés avant de les libérer quelques jours après sans donner une explication audit joueur. Comment peut-on recruter un joueur et ensuite décider de le renvoyer alors que cette décision pénalise le joueur et le club en même temps qui aura perdu du temps et de l'argent ? En fait, cela est dû à une mauvaise appréhension dans l'opération de recrutement étant donné que n'importe qui est intronisé recruteur et on ne soucie pas vraiment des critères à suivre pour ramener les joueurs qu'il faut pour l'équipe. Des dirigeants qui ne savent vraiment pas quoi faire et qui ramènent des joueurs qui s'avèrent ensuite inutiles au club étant donné qu'au bout de quelques séances d'entraînement, ils ont montré toutes leurs limites et n'ont pas été à la hauteur des espoirs placés en eux. C'est dire que l'organisation manque à certains clubs qui se disent pourtant des clubs professionnels et qui devraient avoir une commission de recrutement composée de gens qui connaissent parfaitement leur rôle et qui peuvent déceler les joueurs de qualité qui peuvent porter les couleurs de leur club, ce qui n'est pas le cas maintenant.

M.

FC Porto

### Nabil Ghilas prêt à Levante UD

Les clubs de Levante UD et du FC Porto ont trouvé un accord pour le prêt de l'attaquant algérien Nabil Ghilas pour la saison prochaine, avec une option d'achat, a indiqué vendredi le club espagnol sur son site officiel. L'international algérien avait joué la saison dernière en prêt au FC Cordoba, où il a joué 27 matches et marqué 7 buts. L'attaquant algérien avait rejoint le FC Porto lors de la saison 2013-2014 en provenance du Moreirense FC, où il avait fait une de ses saisons les plus remarquables avec 16 buts marqués dont 13 en championnat du Portugal et 3 en



Coupe en 35 matches joués. Avec le maillot du FC Porto, Nabil Ghilas a disputé au total 35 rencontres entre championnat, Coupe, Ligue des champions, Europa League et la Super Coupe avec la clé 4 buts inscrits.

Tennis

### Ibbou veut lancer sa carrière professionnelle en Espagne

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou, entend donner une nouvelle trajectoire à sa carrière sportive, en s'installant dès septembre prochain dans une académie en Espagne, a affirmé la championne d'Afrique U-18, dans un entretien au site Wimbledon. «C'est une démarche nécessaire pour la suite de ma carrière. C'est ça la vie du joueur de tennis. Si tu ne fais pas de sacrifice, tu n'atteindra jamais le statut professionnel. Pour ma part, je suis satisfaite et j'espère continuer dans cette voie», a affirmé Ibbou, en marge du tournoi Wimbledon-juniors où elle a été éliminée au premier tour par la N.2 mondiale la Chinoise Shilin Xu (7-6, 6-0). Dans l'épreuve du double, Ibbou, associée à l'Ukrainienne Katarina Zavatska, s'est également inclinée (6-2, 6-1) face à la paire australienne Destanee Aiava - Olivia Tjandramulia. «Ci à Wimbledon, l'organisation ainsi que les infrastructures sont magnifiques. Mais, mon souhait est d'y disputer un jour le tournoi seniors. Pas seulement celui des juniors», a encore affirmé Ibbou qui a fait connaissance, dès son jeune âge, avec la discipline. «C'est à l'âge de 10 ans que j'ai pris, avec mes parents, la décision de devenir joueuse de tennis. C'était mon rêve, même si beaucoup dans mon entourage n'y croyaient pas à mon projet en raison de ma scolarité», a expliqué Ibbou qui, aujourd'hui, a décidé de s'établir, dès septembre prochain en Espagne, pour mettre toutes les chances de réussite de son côté. Considérée comme un talent prometteur du tennis féminin algérien, Inès Ibbou admet qu'elle ressent une forte pression et une lourde responsabilité vis-à-vis de ses fans algériens qui lui prédisent une belle carrière dans cette discipline. «Mon rêve est de remporter un jour, un tournoi de grand Chelem seniors», a avoué Inès (43<sup>e</sup> mondiale juniors) dont l'objectif cette année est d'intégrer le top 20 juniors.

**C'est mon anniversaire !**  
**RAYANE**  
 souffle aujourd'hui sa deuxième bougie dans la joie et le bonheur. Sa maman Dalila et son papa Yacine Lalioui, ses grands-parents, Mamou, Mémé, Papou et Papy, ses tantes, ses oncles et ses petits cousins lui souhaitent un très heureux anniversaire. Toute la famille de Rayane émet également le vœu que ses yeux bleus continuent à pétiller pour mieux égayer l'atmosphère, dans une vie gorgée de bonne santé et saupoudrée de bonnes nouvelles.

Ligue des champions

## L'USMA se rapproche des demis

L'USM Alger se rapproche de la qualification en demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique après son succès à domicile face à la formation soudanaise d'El Merreikh sur la plus petite des marges, avant-hier soir sur son ancre du stade Omar Hamadi d'Alger.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir ont, néanmoins, souffert pour venir à bout des Soudanais qui étaient bien organisés surtout en seconde période où ils ont exercé une légère pression sur les bois gardés par Zemmamouche.

Les gars de Soustara ont donc réussi un sans faute en ce début de la phase des poules de la Ligue des champions, puisqu'ils décrochent six points en deux matches joués. Les poulains du coach Hamedji se devaient, en tout cas, de se donner à fond s'ils souhaitaient prendre option pour la qualification et engranger un maximum de points, sachant que cela sera plus difficile lors des prochaines sorties où ils auront à se déplacer à El Khartoum pour jouer la manche retour face à El Merreikh avant de donner la réplique à El Eulma. Les Algérois



Les Rouge et Noir ont fait l'essentiel

ont tout fait pour arriver à trouver la faille dans la défense de la formation soudanaise et ont eu plusieurs occasions surtout par l'intermédiaire de Belaili, l'homme en forme de l'USMA qui a tout tenté en première période mais l'adversaire était sur ses gardes et a anéanti toutes ses tentatives. En seconde période, l'USMA se montre encore une fois redou-

table et c'est donc logiquement qu'elle trouvera la faille à la 53' grâce à Belaili qui trompe le portier d'El Merreikh sur une frappe instantanée après un centre parfait de Meftah. Les Usmistes tenteront, ensuite, de bien gérer le match tout en procédant par des contres. Cela leur a fallu coûter cher surtout avec le réveil des Soudanais qui ont tout fait

pour revenir au score et ont donné des sueurs froides à la galerie usmiste à la 84' en inscrivant un but qui sera refusé par le referee sous prétexte que la balle avait dépassé la ligne avant que l'attaquant d'El Merreikh ne la reprenne. La partie se termine sur ce score en faveur de l'USMA qui prend les commandes du groupe B.

M. M.

MC El Eulma

### Derrardja ne jouera pas à Al-Arabi du Koweït

La formation koweïtienne d'Al-Arabi a décidé d'abandonner le recrutement de l'attaquant international du MCE Eulma (Ligue 2 algérienne de football) Walid Derrardja, rapporte le quotidien koweïtien Al-Qabas.

Citant un responsable du club, le journal a précisé que le joueur «intéressait effectivement Al-Arabi qui a fini par écarter sa piste en raison du refus du MCEE de le libérer».

L'équipe koweïtienne a réussi à engager trois joueurs étrangers dont deux Algériens durant cette intersaison en l'occurrence l'ancien international Karim Matmour (ex-Kaiserslautern/Allemagne) et Akram Djahnit (ex-ES Sétif/Algérie). Derrardja (24 ans) intéresse également les deux clubs saoudiens d'Al-Fayçal et Hajer. Sacré meilleur buteur de la Ligue 1 avec 16 réalisations, Derrardja a dévoué la semaine sa décision de quitter la formation du «Babiya», précisant que son départ a



fait l'objet d'un accord avec la direction du club eulmi avec lequel il est

sous contrat jusqu'à juin 2016.

Il a expliqué sa volonté de partir par son ambition de figurer dans les plans du sélectionneur national, Christian Gourcuff, étant donné que, selon lui, il est difficile d'être appelé en équipe nationale quand on joue en Ligue 2. L'ancien joueur du NA Hussein Dey (Ligue 1/Algérie) devait disputer son dernier match sous les couleurs du MCEE hier à domicile face à l'ES Sétif, dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée (Gr B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

JS Kabylie

### Le Burkinabé Banou Diawara engagé

L'attaquant international burkinabé du RC Bobo Dioulasso (division 1 burkinabé de football) Banou Diawara s'est engagé vendredi pour un contrat de deux saisons avec la JS Kabylie, devenant la huitième recrue estivale du club, a-t-on appris auprès de la direction.

Agé de 23 ans, Banou Diawara s'est distingué la saison dernière avec son club en inscrivant 13 buts, terminant meilleur buteur du championnat. Lors de la saison 2013-2014, il a marqué 22 buts toutes compétitions confondues.

Il figurait dans la liste élargie des joueurs convoqués pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 disputée en Guinée équatoriale. Le joueur est attendu vendredi soir en Tunisie où l'équipe se trouve depuis dix jours à Ain Draham pour un stage préparatoire.

Le second stage d'intersaison aura lieu après le mois sacré de ramadhan du 22 juillet au 6 août à El-Jadida au Maroc. La JSK avait assuré auparavant l'engagement de sept joueurs : Salim Boumechra (ex-USMH, 2 ans), Amar Benmelouka (2 ans), Mohamed Boulaouidet (ex-Olympique Médéa, 2 ans), Lyès Seddiki (ex-RC Arba, 2 ans), Ahmed Gagaâ (ex-Paradou AC, prêt 1 an), Kocella Berchiche (ex-MC Alger), et Faouzi Rahal (ex-MO Béjaïa).

Côté départs, la JSK s'est passée des services de plusieurs éléments à l'image de Mekkaoui, Benoufela, Yedrouj, et Si Amar. La JSK débutera la saison 2015-2016 à domicile face au CS Constantine, à l'occasion de la première journée prévue dix jours à Ain Draham pour un stage préparatoire.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Point d'ordre Le pouvoir et l'atout religieux

Par Nazim Rochd

En laminant la pensée critique, en étouffant l'intelligence, en donnant aux muphtis de tout bord l'autorité sur l'école et sur le rapport à l'univers, le pouvoir a cru que la religion allait fabriquer une société soumise, empreinte de fatalisme, dont les révoltes seraient commuées en soupis adressés à la miséricorde divine. Tandis que la paix sociale serait préservée grâce à la fraternité musulmane fondue dans la «oumma». A contrario, la conviction était faite que la liberté d'esprit, que l'ouverture sur les lumières, pouvaient favoriser les mouvements sociaux ou, pire, les courants communistes, porteurs des plus grandes menaces contre l'ordre établi et la stabilité de l'Etat. Même Ibnou Rochd n'avait pas droit de cité, ni aucun penseur arabe, ou assimilé, qui ne soit pas musulman. La porte fut alors ouverte aux Frères musulmans et aux «sachants» qui se chargèrent d'occuper l'espace vidé des marxistes ou supposés tels et autres penseurs, indexés comme impiés. Un savant travail de sape a fini par aboutir à la création du désert culturel qui prévaut et où le dernier des quidams fait office de référence en matière de compréhension du monde. Mais les objectifs assignés à l'expansion de la religion n'ont pas été au rendez-vous. Elle servira de ferment et d'étendard à des prétentions bien plus subversives. Peut-être a-t-on pu penser, après-coup, qu'il valait mieux que le mécontentement se soit engouffré dans l'impasse religieuse, dans une voie qui a fini par être rejetée par la population, mais le syndrome reste actif, sur d'autres registres. La

société, quant à elle, a bien du mal à sécréter des alternatives et se réfugie dans la résignation ou dans l'attentisme, pendant que des muphtis continuent de régenter les cerveaux à plus ou moins bon escient. Les plus nombreux ont une patente officielle, ils ont leur place partout, même dans ce qui implique la santé humaine. Ils ont un décret pour tout et sont consultés en toutes occasions, quand il s'agit de convaincre les foules de la licéité d'une mesure que compte prendre le gouvernement. Leur voix est requise même pour valider des conclusions scientifiques et les hommes de sciences se plient à associer les religieux, dans leur travail de communication, et peu importe l'absurdité du fait que des «cheikhs» puissent avoir un avis qui exige des connaissances autrement plus profondes que la simple exégèse religieuse. Hier, par exemple, le muphti d'une chaîne de télévision priée d'une dame, qui a interrogé sur le sujet, de différer l'heure de prescription d'un médicament autant que l'état du malade puisse le supporter. Le médecin qui a fixé à 8h30 du matin l'heure de prise du remède n'avait «n'a pas», aux yeux de la dame, voix au chapitre lorsqu'il s'agit de rompre le jeûne. Au plan politique, si les Frères et autres courants se sont démarqués des options violentes et se sont même trouvés des convictions démocratiques, le conflit qui ensanglante la vallée du M'zab n'en fonctionne pas moins sur fond du schisme revisité qu'ont connu l'Islam et ses luttes de pouvoir. Une conséquence en droite ligne de l'instrumentalisation initiale de la religion.

N. R.

### Médéa

## Plus de 800 commerces mobilisés pour la fête de l'Aïd El Fitr

PLUS de 800 commerçants couvrant divers segments d'activité seront ouverts dans la wilaya de Médéa les deux jours de la fête de l'Aïd El-Fitr pour assurer l'approvisionnement des ménages en produits de nécessité et garantir certaines prestations de services, a-t-on appris samedi auprès de la Direction du commerce. Le programme de permanence élaboré à cet effet a prévu la mobilisation de 144 boulangeries, ventilées au niveau des 64 communes de la wilaya, qui seront scindées, durant ces deux jours, en deux groupes de 72 boulangeries chacun, de façon à éviter tout dysfonctionne-

ment susceptible de provoquer une pénurie ou tension sur ce produit alimentaire de base, a-t-on indiqué. Par ailleurs, pas moins de 370 commerces spécialisés dans l'alimentation générale vont assurer, à tour de rôle, la permanence durant cette période, auxquels devraient s'ajouter, d'après la même source, quelque 291 prestataires de services (boucheries, restaurants, mécaniciens, vulcanisateurs) dans le souci de garantir les meilleures conditions possibles de séjours et de déplacement des citoyens.

APS

## DÉCÈS DE L'ACTEUR ÉGYPTIEN OMAR SHARIF



Loumis

Djalou@hotmail.com

Une bande spécialisée démantelée à Blida

## Ils s'adonnaient à la vente illicite de terrains agricoles du domaine public

■ Cette bande de malfaiteurs, composée de huit personnes qui proposaient à la vente des terrains agricoles publics en faisant usage de documents falsifiés, a été mise hors d'état de nuire au cours de la deuxième semaine du mois de juin dernier.

Par Slim Y.

Une bande d'escrocs qui s'adonnaient à la vente illicite de terrains agricoles appartenant au domaine public de l'Etat a été démantelée, récemment, par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Blida, a-t-on appris, samedi, de ce corps constitué. Selon un communiqué du 1<sup>er</sup> commandement régional de la Gendarmerie nationale, cette bande de malfaiteurs, composée de huit personnes qui proposaient à la vente des terrains agricoles publics en faisant usage de documents falsifiés, a été mise hors d'état de nuire au cours de la deuxième semaine du mois de juin

dernier. Deux mois auparavant, les mêmes services sont parvenus à démasquer un receveur au bureau de poste sis à l'intérieur de l'université Saâd Dahleb, qui simulait avoir été agressé par deux inconnus qui lui ont extorqué une somme de 3,8 millions de dinars, alors que c'était lui-même qui volait cette somme, rappelle le même communiqué relatif au bilan d'activité du commandement durant le premier semestre 2015. D'autres affaires de criminalité non moins importantes ont été également traitées par les mêmes services, dont le démantèlement de bandes de malfaiteurs à Alger, Ain Defla et Boumerdès, la saisie, à M'sila, de 1 782,5 gr d'or vendu de

façon illégale, et la saisie, durant la même période, de près de deux quintaux de kif traité, de 1,5 kg de cocaïne et 40 000 psychotropes, ajoute-t-on de même source. Au total, 732 suspects ont été arrêtés suite au traitement, par les mêmes services, de 5 739 affaires, dont 512 affaires de crime organisé (immigration illégale, contrebande et falsification de billets de banque). En outre, une baisse de 607 accidents de la circulation (14,2%) a été enregistrée, alors que le nombre de décès dus à ces accidents a connu une hausse de 34 cas (6,64%) par rapport à la même période de l'année écoulée, signale le même bilan.

S. Y./APS

### Détournement de deniers publics à Béjaïa

## Un banquier et un transitaire mis en cause

«UN RÉSEAU de faussaires de documents bancaires composé de trois individus a été démantelé par la brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya», a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Il s'agit d'un transitaire et deux banquiers âgés entre 49 et 56 ans et exerçant dans les deux agences de la banque extérieure d'Algérie N° 40 et 41, au chef-lieu de Béjaïa. «Ces derniers

ont détourné une somme d'argent estimée à 5 932 317,17 DA avec la complicité des deux banquiers dont un chef de service de l'agence N° 40», ajoute la même source. Ces derniers ont validé illégalement 9 chèques signés par le transitaire au profit de deux sociétés de gestion du terminal à conteneurs et transport maritime pour les prestations qui lui ont été dispensées par celles-ci, sachant que son compte

bancaire ne dispose pas du solde suffisant. Les trois mis en cause ont été arrêtés par la police judiciaire. L'affaire a été portée devant le procureur de la République qui a confié le dossier au juge instructeur pour «faux et usage de faux de documents bancaires et financiers et détournement des deniers publics». Les trois faussaires ont été placés en détention provisoire.

H.C.

### Près du consulat d'Italie au Caire

## Un mort et neuf blessés dans l'explosion d'une bombe

UNE PERSONNE a été tuée et neuf autres blessées samedi dans l'explosion d'une bombe placée sous une voiture garée près du consulat d'Italie dans la capitale égyptienne Le Caire, ont indiqué des responsables. L'explosion s'est produite vers 6h30 locales près du consulat d'Italie au Caire, qui était fermé à ce moment. Une

personne est morte et neuf autres ont été blessées, dont des policiers et des passants, selon les mêmes sources. Des médias ont rapporté de leur côté qu'une partie de la façade du consulat s'était écroulée, alors que les débris d'une voiture étaient éparpillés aux alentours. En réaction à l'attentat, le Chef du gouvernement italien

Matteo Renzi qui s'est entretenu dans la matinée avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, a souligné que son pays ne se laisserait pas «intimider». Les services consulaires ont été provisoirement suspendus compte tenu des dégâts occasionnés par l'explosion, selon une source officielle italienne.

R. I.